RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 05990
Numéro SIREN : 451 199 947
Nom ou dénomination : MEDICOM SANTE

Ce dépôt a été enregistré le 08/07/2022 sous le numéro de dépôt 23362

61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX

MEDICOM SANTE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire
et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

MEDICOM SANTE

Société par actions simplifiée
RCS : 451199947 RCS NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A la collectivité des associés de la société MEDICOM SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MEDICOM SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 2 juin 2022

Romain MAUDRY

SAS MEDICOM SANTE

4-10 Rue André Malraux
Immeuble Octant
92300 LEVALLOIS-PERRET

Comptes au 31/12/2021

Comptes annuels

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 728		13 728	91 008
Autres créances	215 143		215 143	216 919
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 381		1 381	
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	**230 252**		**230 252**	**307 927**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**230 252**		**230 252**	**307 927**

Bilan - Passif

Rubriques		31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel	(dont versé : 40 000)	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours	)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	)		
Report à nouveau		96 978	-9 728
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-217 271	106 706
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		**-76 293**	**140 978**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
PROVISIONS			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			1 230
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		11 620	17 519
Dettes fiscales et sociales		167 806	148 200
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		127 119	
DETTES		**306 545**	**166 949**
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		**230 252**	**307 927**

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	11 181		11 181	419 840
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**11 181**		**11 181**	**419 840**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			7 188	7 188
Autres produits			3	5
PRODUITS D'EXPLOITATION			**18 372**	**427 033**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			18 035	118 136
Impôts, taxes et versements assimilés			1 453	1 047
Salaires et traitements			155 138	108 388
Charges sociales			68 703	44 630
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			8	
CHARGES D'EXPLOITATION			**243 338**	**272 202**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**-224 965**	**154 831**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				38
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				**38**
RESULTAT FINANCIER				**-38**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**-224 965**	**154 793**

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-7 694	48 087
TOTAL DES PRODUITS	**18 372**	**427 033**
TOTAL DES CHARGES	**235 644**	**320 327**
BENEFICE OU PERTE	**-217 271**	**106 706**

Annexes

PREAMBULE

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.(suivant règlement n°2018-07 de l'ANC)

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice

COMPTE DE RESULTAT

La société Medicom dégage une perte de 217 271 euros .

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les honoraires des CAC pour l'exercie 2021 s'élèvent pour 1720 € HT.

Eléments relevant de plusieurs postes de bilan

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	192 000		
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
TOTAL GENERAL			

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL GENERAL				

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	amortissements fin exercice
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL				
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	13 728	13 728	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 000		1 000
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	20 196	20 196	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 947	1 947	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	192 000	192 000	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	**228 871**	**227 871**	**1 000**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	11 620	11 620		
Personnel et comptes rattachés	112 750	112 750		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	53 627	53 627		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 430	1 430		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	127 119	127 119		
TOTAL GENERAL	**306 545**	**306 545**		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Détermination du résultat fiscal

REINTEGRATIONS	BENEFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu		
Avantages personnels non déductibles	Amort. Excédent. (art.	
(sauf amortissements)	39-4 CGI) et autres amort. non déductibles	
Autres charges et dépenses somptuaires	Taxe sur les véhicules	
visées à l'art.39-4 du CGI	des sociétés (entreprises à l'IS)	
Fraction des loyers à réintégrer (crédit bail	Dont part des loyers	
immobilier et levée d'option)	dispensée de réintégration (art 239 sexies D)	
Provisions et charges à payer non déductibles	Charges à payer liées	
Amendes et pénalités	à des états non coopératifs	
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI	Ch. F. art 39.1.3 & 212 b	
Impôt sur les sociétés		-7 694
Quote-part		
Bénéfices réalisés par Sté de person. ou un GIE	Résultat art.209B	
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 15 % ou 19 % (ou 12,8 % : pour l'I.R.)		
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 0 %		
Fraction imposable des plus-values réalisées	- plus-values nettes à court terme	
au cours d'exercices antérieurs	- plus-values soumises au régime des fusions	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC		
Réintégrations diverses Intérêts excédentaires	Zones entreprises	
Quote part PV à taux 0		
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage		
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel au tonnage		
	TOTAL REINTEGRATIONS	-7 694

DEDUCTIONS	PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	217 271
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un GIE		
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées et réintégrées dans les résultats		
- imposées au taux de 15 % (ou 12,8 % : entreprises soumises à l'I.R.)		
Plus-values nettes à long terme - imposées au taux de 0 %		
- imposées au taux de 19 %		
- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures		
- imputées sur les déficits antérieurs		
Autres plus-values imposées au taux de 19 %		
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée		
Régime stés mères et filiales : produit net actions, parts d'intérêts quote-part à déduire		
Produits de participation inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99%		
Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-Mer		
Majoration d'amortissements		
Abattement sur bénéfice et exonérations	Entreprises nouvelles	
Reprise d'entreprises en difficultés	Restruct. Défense	
Jeunes entreprises innovantes	Bassin emploi à redyn.	
Sociétés investissements immobilier côtées	Zone franche d'activités	
Zone franche urbaine- TE	Bass. urbain à dynam.	
Zone de développement prioritaire	Revitalisation rurale	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC		
Déductions diverses Créance dégagée par le report en arrière du déficit		
Dont déduction exceptionnelle article 39	Déd. except.article 39 A	
Dont déduction exceptionnelle article 39 B	Déd. except.article 39 C	
Dont déduction exceptionnelle article 39 D	Déd. except.article 39 E	
Dont déduction exceptionnelle article 39 F	Déd. except.article 39 G	
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage		
	TOTAL DEDUCTIONS	217 271

RESULTAT	BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables		224 965
Déficit de l'exercice reporté en arrière		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		
RESULTAT FISCAL		224 965

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 500			16
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs	140 978
Distributions sur résultats antérieurs	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs	140 978

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		-217 271
SOLDE	**217 271**	

Situation à la clôture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant répartition	-76 293

SAS__MED - SAS MEDICOM SANTE
4-10 r. André Malraux
92300 LEVALLOIS-PERRET

Ventilation du chiffre d'affaires

Déclaration au 31/12/2021

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Ventes de prestations de services	11 181		11 181	419 840	-97,34 %
TOTAL	**11 181**		**11 181**	**419 840**	**-97,34 %**

DÉTAIL DES CHARGES À PAYER

CA18CHAPAY

1 / 1

Désignation de l'entreprise	SAS SAS MEDICOM SANTE 4-10 RUE André Malraux Immeuble Octant 92300 LEVALLOIS-PERRET 451199947 IS1	31/12/2021

Charges à payer		Montant
408101	Fournisseurs FNP frais généraux	5 618
408902	Fournisseurs frais généraux sociétés groupe	5 491
428601	Personnel autres charges à payer	112 750
438601	Organismes sociaux charges à payer	50 499

Cegid Group

DÉTAIL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

CA21PROAVA

1 / 1

Désignation de l'entreprise SAS SAS MEDICOM SANTE
4-10 RUE André Malraux
Immeuble Octant
92300 LEVALLOIS-PERRET
451199947 IS1

31/12/2021

Produits constatés d'avance, libellé	Date Période		Montants		
			Exploitation	Financier	Exceptionnel
PCA Fact santéclair (18/118j CA 150Ke	18122021	31122021	127 119		

Cegid Group

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadre	1	
TOTAL	1	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
LAGARDERE SA 4 rue de presbourg 75116 PARIS	SA	860 913 045	51,00 %

DocuSign Envelope ID: 263A9881-0935-40D5-8832-CAE19420611D

MEDICOM SANTE
Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 €
Siège social **: 4-10, avenue André Malraux, Immeuble Octant, - 92300 Levallois-Perret**
451 199 947 R.C.S. Nanterre

DECISIONS DES ASSOCIES ADOPTEES PAR ACTE SOUS SEING PRIVE
EN DATE DU 21 JUIN 2022

Les soussignés,

- **Monsieur Vincent ROMET**, agissant en qualité de gérant de la société LAGARDERE TRAVEL RETAIL France, société en nom collectif dont le siège social est situé 4-10, avenue André Malraux, Immeuble Octant, - 92300 Levallois-Perret

  propriétaire de **1.275 actions**

- **Monsieur Pierre-Jean CHALVIDAN**, domicilié 614, chemin de la Nourrée - 78670 Villennes

  propriétaire de **1.225 actions**

Total des actions **2.500 actions**

agissant en qualité de seuls associés, se sont prononcés par acte sous seing privé, sur l'ordre du jour suivant :

- approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- affectation du résultat ;
- conventions réglementées ;
- continuation ou non de l'activité compte tenu des pertes constatées ;
- non renouvellement du mandat du commissaire aux comptes titulaire ;
- non renouvellement du mandat du commissaire aux comptes suppléant ;
- pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Il est rappelé que Monsieur le Président a préalablement tenu à la disposition ou adressé aux deux associés :

- les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- les rapports du commissaire aux comptes ;
- le texte du projet de résolutions soumises aux associés.

Ceci exposé, les décisions suivantes ont été adoptées :

PREMIERE DECISION

APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2021

Les associés, après avoir pris connaissance :

- ✓ des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021,
- ✓ du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels,

approuvent ces rapports dans toutes leurs parties et sans réserve, ainsi que les comptes annuels de l'exercice écoulé tels qu'ils sont établis et leur ont été présentés ; lesquels font ressortir un résultat déficitaire de **-217 271.13 €.**

En conséquence, les associés donnent quitus au Président et au Directeur Général pour leur gestion durant l'exercice écoulé.

DocuSign Envelope ID: 263A9881-0935-40D5-8832-CAE19420611D

Les associés prennent acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses et charges non déductibles du résultat fiscal visées à l'article 39, 4° du code général des impôts.

La décision a été adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME DECISION

AFFECTATION DU RESULTAT SOCIAL

Les associés constatent que les comptes annuels de l'exercice écoulé se soldent par un résultat déficitaire d'un montant -217 271.13 € décident de l'affecter intégralement au report de 96 977.93 €, lequel s'établira après affectation à un montant de- 120 293 .20 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, les associés prennent acte que les dividendes et les revenus distribués au titre des trois derniers exercices précédant l'exercice clos ont été les suivants :

Exercice	Dividende total versé	Dividende éligible à l'abattement	Dividende non éligible à l'abattement
2018	0	-	-
2019	0	-	-
2020	0	-	-

La décision a été adoptée à l'unanimité.

TROISIEME DECISION

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les associés, après avoir pris connaissance du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L. 227-10 du code de commerce, approuvent ce rapport et prennent acte de ce qu'aucune convention nouvelle n'est intervenue au cours de l'exercice.

La décision a été adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME DECISION

CONTINUATION OU NON DE L'ACTIVITE COMPTE TENU DES PERTES CONSTATEES

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2021 font apparaître des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital. Les associés, après avoir constaté les pertes, s'engagent à se réunir dans les quatre mois suivant cette décision pour procéder à la liquidation anticipée de la société ou poursuivre l'activité. Dans cette seconde hypothèse, les associés prennent acte de ce que la société dispose d'un délai expirant à la clôture du deuxième exercice suivant sa constatation pour reconstituer les capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

La décision a été adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME DECISION

NON RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE

Les associés, après avoir constaté que le mandat de la société MAZARS, commissaire aux comptes titulaire arrive à expiration et que la Société n'atteint plus les seuils requis depuis au moins deux exercices, décident de ne pas renouveler la société MAZARS dans ses fonctions de commissaire aux comptes titulaire, laquelle ne sera pas remplacée.

DocuSign Envelope ID: 263A9881-0935-40D5-8832-CAE19420611D

La décision a été adoptée à l'unanimité.

SIXIEME DECISION

NON RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT

Les associés, après avoir constaté que le mandat de Monsieur Simon BEILLEVAIRE, commissaire aux comptes suppléant, arrive à expiration, décident de ne pas le renouveler, lequel ne sera pas remplacé.

La décision a été adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME DECISION

POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES LEGALES

Les associés confèrent tous pouvoirs à la société « LEXTENSO » dont le siège social est situé à La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (RCS Nanterre 552 119 455) aux fins de procéder et ce, y compris par voie dématérialisée avec signature électronique, aux formalités de dépôt et de publicité qui s'imposent, notamment au Registre du Commerce et des Sociétés du ressort du siège social de la société.

La décision a été adoptée à l'unanimité.

******

Le présent acte, signé par les associés, sera intégré dans le registre des procès-verbaux des décisions collectives des associés.

DocuSigned by:
86EDB79D7F6848D...

LAGARDERE TRAVEL RETAIL FRANCE
Représentée par Monsieur Vincent ROMET

DocuSigned by:
Pierre-Jean CHALVIDAN
3FC46FD45D17473...

Monsieur Pierre-Jean CHALVIDAN